

RÉFORMES POLITIQUES

Vers une Assemblée de plus de 400 députés

Le gouvernement prépare activement les futures élections législatives qui auront lieu probablement fin février ou début mars prochain. Selon certaines indiscretions, le gouvernement travaille sur plusieurs dates proposées par les services concernés par l'organisation de cette échéance.

Mourad Aït Oufella - Alger (Le Soir) - Toutefois, rien de définitif n'a été décidé puisque le dossier sera transmis au président qui tranchera plusieurs aspects, dont celui relatif à la date de la tenue du scrutin. Ce dernier sera l'un des points inscrits à l'ordre du jour du Conseil des ministres qui se tiendra ce dimanche.

Au cours de cette réunion, une communication sera présentée par le ministre de l'Intérieur sur l'état d'avancement des préparatifs de cette élection. C'est à l'issue d'un débat autour de cette question que des décisions seront annoncées et des orientations seront données au gouvernement.

En attendant la réunion de dimanche, le ministère de l'Intérieur s'attelle à élaborer rapidement les textes d'application des lois adoptées par les deux chambres du Parlement pour les rendre opérationnelles et applicables juste après leur publication au Journal officiel. Bien que le texte portant régime électoral ne

soit pas encore promulgué, en attente certainement du visa du Conseil constitutionnel, certaines sources informées avancent d'ores et déjà que d'importants changements seront introduits par le biais des décrets d'application qui devront être prêts d'ici le début de l'année prochaine. Parmi les changements attendus figure l'augmentation du nombre de sièges à l'Assemblée nationale.

Il passerait ainsi de 389 à 420 ou 430 sièges et peut-être même à 450, selon les mêmes sources. Même si cette démarche pourrait être expliquée par le paramètre démographique — le nombre d'habitants n'étant plus celui de l'année 2002 —, il n'en demeure pas moins que ce sont des raisons politiques qui motivent cette augmentation.

D'autres changements relatifs aux conditions de candidature, à la surveillance des élections, au fonctionnement de la commission de surveillance sont prévus dans les prochains jours. Le gouverne-

ment veut s'entourer d'un maximum de garanties pour parer à toute éventualité qui viendrait fausser une élection déterminante pour l'avenir immédiat du pays mais aussi du régime en place. L'opération électorale sera totalement codifiée par la loi portant régime électoral et les textes d'application qui viendront la compléter.

L'importance du futur scrutin tient au fait que c'est la représentation nationale qui émanera de ces élections qui aura, comme promis par le pouvoir, à débattre et à adopter la future Constitution.

Une réflexion est déjà engagée au niveau des sphères influentes du pouvoir pour étudier tous les scénarios possibles. L'éventualité d'une majorité parlementaire islamiste n'étant pas exclue, le partage du pouvoir s'imposera comme voie inévitable pour les tenants du régime en place, et ce, au moins jusqu'à 2014, année de la tenue de la présidentielle.

Une forme de cohabitation entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif est l'une des options envisagées.

Compromis qui débouchera sur une configuration d'un pouvoir exécutif partagé entre le président

de la République qui appartient au FLN et le gouvernement qui sera l'émanation de la majorité parlementaire, qui ne sera pas forcément du même courant que le premier magistrat du pays. Le législatif et l'exécutif seront condamnés à travailler ensemble sur la base de compromis et d'arrangements en tenant compte des équilibres politiques et des forces en présence au Parlement.

La mouture de la future Constitution, qui sera adoptée probablement avant l'automne prochain, consacra la redistribution des pouvoirs entre le président et le Premier ministre.

Ce dernier verra ses prérogatives redéfinies et récupérera certaines attributions supprimées par la révision constitutionnelle de 2008. Ainsi donc, le futur Premier ministre, qui sera issu de la majorité parlementaire ou d'une coalition politique, aura plus de pouvoirs et de prérogatives, à l'exception de ceux qui relèvent du domaine exclusif — pouvoir régalién — du président de la République, comme la défense et les affaires étrangères.

Le Premier ministre, qui aura à sa charge la gestion des affaires

publiques, sera comptable devant le Parlement qui aura à assurer totalement ses missions de contrôle de l'action du gouvernement.

Les attributions du Parlement et notamment de la Chambre basse — émanation directe de la volonté populaire — seront renforcées à la faveur de la nouvelle Constitution et pour s'adapter aux changements imposés par le contexte national et régional.

Le Parlement est appelé donc à jouer pleinement son rôle constitutionnel comme il est d'usage dans les pays étrangers. Il s'agit donc d'un régime à la fois semi-présidentiel et semi-parlementaire qui sera institué à travers la future Constitution. Une sorte de retour à la situation constitutionnelle d'avant novembre 2008.

C'est la perspective d'une victoire même relative du courant islamistes en Algérie, conséquence logique de la reconfiguration imposée par les révoltes qui continuent à secouer les pays arabes, qui suscite tous les débats et discussions à tous les niveaux de la société mais aussi dans les arcanes du pouvoir.

M. A. O.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le FLN mise sur 144 sièges

Abdelaziz Belkhadem réunissait, hier à la mutuelle de l'UGTA, le comité central du Front de libération nationale pour une session ordinaire entièrement consacrée aux prochaines élections législatives. Des élections à l'issue desquelles l'ex-parti unique compte garder la majorité. «Nous misons sur 144 sièges», nous confie d'ailleurs un membre de la direction du parti.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Nous avons mis sur pied un groupe de travail très restreint et composé de hauts cadres pour la préparation des prochaines législatives. Ce groupe n'a rien à voir avec la commission de préparation des élections officielles du parti et son travail est frappé du sceau de la confidentialité. Il était chargé d'examiner à la loupe tous les aspects liés à cette élection et d'élaborer une stratégie pour le parti. Rien n'est laissé au hasard, y compris l'image du SG qui sera utilisée pour contrer les islamistes, notamment Djabbalah.»

Notre interlocuteur nous révélera aussi que rien ne sera dévoilé publiquement, «y compris pour les membres du comité central pour éviter les fuites». Et il est catégorique : «Ces 144 sièges nous les auront, il n'y a aucun doute là-dessus. Nous arriverons largement en tête.» Cette même assurance transparaît du reste à travers le discours fleuve prononcé hier par Belkhadem en ouverture des travaux de la session du CC.

«Il faudrait que la future Assemblée ne soit pas constituée de très nombreux partis. Auquel cas, nous serons obligés de recourir à la constitution d'alliances précaires en vue de former le gouvernement. Un gouvernement qui serait à la merci du moindre mouvement social.

Ce qui donnerait lieu à de perpétuelles crises gouvernementales.» Belkhadem a-t-il obtenu des garanties ? Son discours en tout cas plaide cette piste. «Il faut que le futur Premier ministre soit issu du parti qui aura gagné les élec-

tions.» Une pique en direction d'Ouyahia qui a succédé à Belkhadem en 2008 à la tête du gouvernement, malgré la majorité que détient le FLN depuis 2002. Le SG du FLN n'épargnera pas non plus

son autre partenaire dans l'Alliance présidentielle, le MSP de Aboudjerra Soltani. «Il y a des gens qui font partie de l'Alliance pourtant et qui croient le moment venu de prendre la direction du vent de ce qu'on appelle le printemps arabe. Ils se trompent lourdement car en Algérie, le printemps sera celui des réformes, des réalisations (...).»

Toujours aussi confiant, Belkhadem semble ne pas être inquiet outre mesure par la dissidence pro-

voquée par le mouvement de redressement du parti.

Aux redresseurs qui affirment pouvoir réunir 10 000 signatures de militants du FLN contestant Belkhadem, ce dernier réplique : «Je vous défie de réunir ne serait-ce que 175 signatures de membres du comité central.

Nous vous épargnons la corvée des 10 000 signatures.» Il ne manquera pas, cependant, de lancer cet appel : «Les portes du parti

vous sont toujours ouvertes». Sera-t-il entendu ? Peu probable.

Le FLN réussira-t-il son pari électoral avec la présence d'un mouvement de dissidence qui gagne en ampleur et, en parallèle, l'émergence de nouveaux partis dont les membres fondateurs sont issus de ses propres rangs ? C'est dire que le FLN n'aura pas vraiment la partie facile cette fois-ci.

K. A.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES PROCHAINES

Saïd Sadi : «Les quotas sont déjà décidés»

L'affirmation est capitale. S'agissant des prochaines élections législatives, le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi, a soutenu, vendredi, devant le conseil national du parti réuni en session extraordinaire que «la politique des quotas est déjà décidée», précisant que son parti «n'est pas client».

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Si le RCD a retenu de tenir une session extraordinaire de son conseil national ce n'est pas pour trancher sa participation ou pas à la prochaine consultation électorale. La décision sera arrêtée ultérieurement, fort probablement lors d'un congrès que le parti a décidé de réunir avant la tenue des élections législatives. Aussi le RCD a convoqué cette session pour, fondamentalement, analyser la situation politique qui prévaut dans le pays, à présent que les prémices de fièvre électorale se font sentir chez beaucoup, mis aussi pour délivrer une observation critique des réformes politiques désormais quasiment achevées en termes de cadrages juridiques. L'on sait quelle appréciation le parti de Saïd Sadi fait des réformes telles que conçues par le chef de l'Etat et validées par le Parlement. Le parti y voit, à raison, un retour au parti unique, tant est que le processus mis en branle a eu

pour finalité un renforcement des verrous autour de l'expression citoyenne, ce dont attestent les lois devant régir les médias, la vie associative ou l'exercice partisan. Et parallèlement à ce verrouillage, le pouvoir s'emploie au chantage par l'islamisme. Une supercherie dont il faut sortir, a clamé Saïd Sadi qui, évolution notable dans son discours, a soutenu qu'il vaut mieux un islamiste qui s'assume qu'un FLN qui nous consume».

Comme pour répliquer à ceux qui, nombreux, exhibent déjà le spectre de l'islamisme, le président du RCD a affirmé qu'il «n'a pas peur d'une majorité islamiste, à condition qu'elle s'assume», soulignant, au passage, que cette majorité est, au demeurant, déjà à l'APN.

Pour Saïd Sadi, la présidence de la République et le DRS rivalisent chacun de son côté à jouer la carte islamiste. «Ils se rejoignent sur la finalité. Le DRS essaie de



Saïd Sadi, président du RCD.

jouer un candidat islamiste et le chef de l'Etat essaie, de son côté, à jouer sur des adversaires islamistes», a-t-il encore soutenu, expliquant, s'agissant du DRS, que ce dernier «est gêné par l'émergence d'une alternative qu'il ne contrôle pas». Ceci dit, le président du RCD a estimé qu'il est encore possible de changer les choses, à travers, entre autres, un retour aux

fondamentaux du militantisme tel que pratiqué du temps du parti unique. «Retrouvons les chemins de la communication qui ont permis d'ébranler la propagande du parti unique», a-t-il recommandé. Une recommandation que le porte-parole du parti, Mohcène Belabès, complète par dire que «le combat classique est dépassé».

S. A. I.